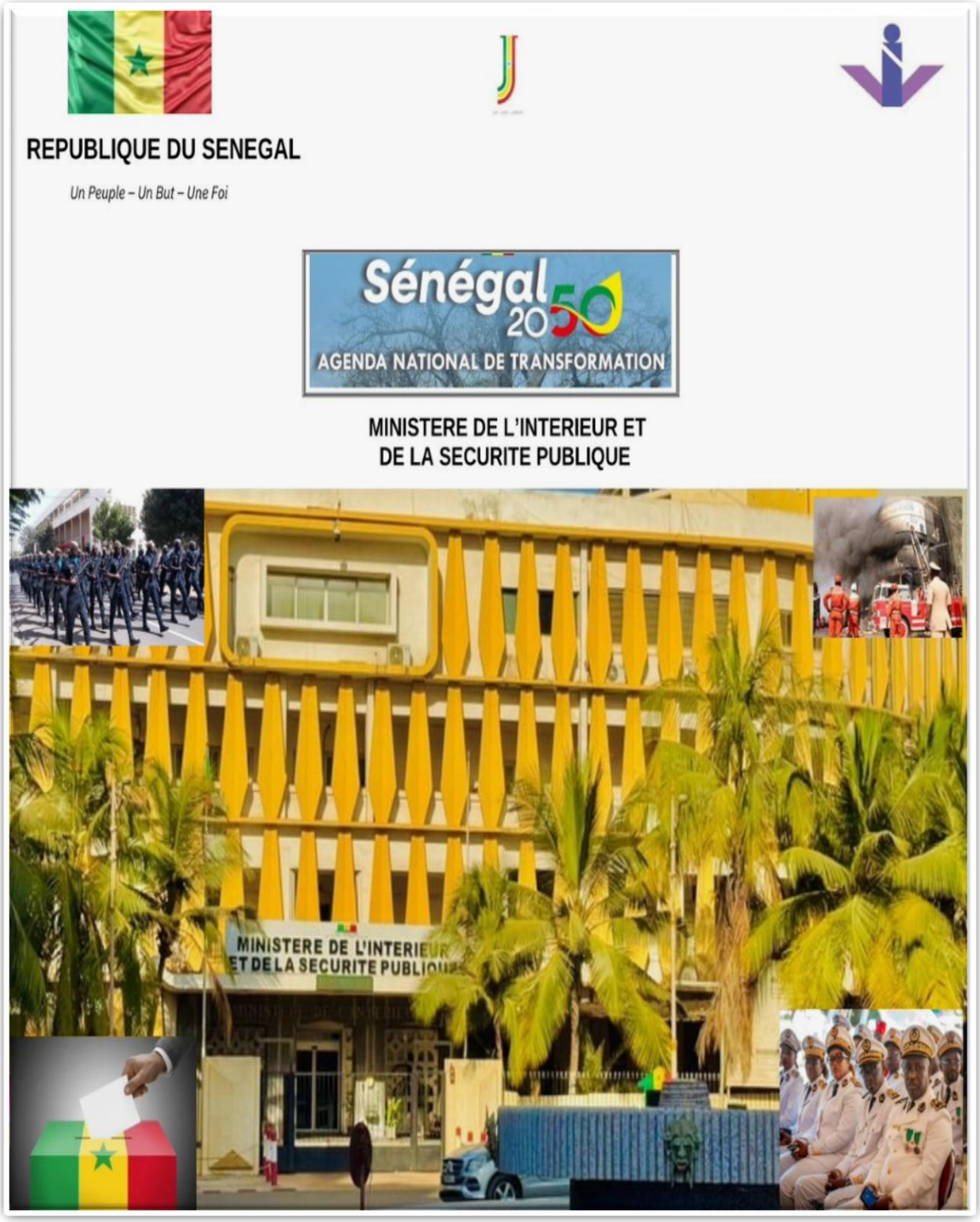


PRESENTATION DU PROJET DE BUDGET 2027 EN COMMISSION

- *Monsieur le Président de la Commission des Finances et du Contrôle budgétaire élargie à la Commission des Lois, de la Décentralisation, du Travail et des Droits humains ;*
- *Monsieur le Ministre de l'Economie, des Finances et du Plan ;*
- *Monsieur le Ministre de la Communication et des Relations avec les Institutions, Porte- Parole du Gouvernement ;*
- *Mesdames, Messieurs les Honorables Députés,*

C'est pour moi un honneur et un devoir républicain de me présenter, une nouvelle fois, devant la représentation nationale à l'occasion de l'examen, en commission, du projet de Loi de Finances initiale du Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité publique, au titre de l'exercice 2027.

Je tiens, d'emblée, à saluer la dynamique louable de l'Institution, laquelle renforce la transparence de l'action et de l'évaluation des politiques publiques.

Conformément à la Déclaration de Politique générale (DPG) de Monsieur le Premier Ministre, présentée le 8 septembre 2026, la transformation systémique devra relever les défis de la soutenabilité budgétaire, de la réduction des inégalités territoriales et de la modernisation de l'administration publique, afin d'en faire un instrument efficace de pilotage et de mise en œuvre des politiques publiques.

Dans cette perspective, les secteurs de souveraineté jouent un rôle déterminant pour la réalisation des objectifs fixés dans l'Agenda national de Transformation Sénégal 2050, tels que définis par Son Excellence le Président de la République **Bassirou Diomaye Diakhar FAYE**, notamment à travers la

modernisation des forces de défense et de sécurité, le développement des capacités de prévention et de gestion des risques de catastrophe, la consolidation de l'administration territoriale et la préparation des échéances électorales.

Honorables Députés,

Les crédits budgétaires de mon Département s'élèvent à **deux cent dix-sept milliards trois cent cinquante-un millions deux cent vingt-quatre mille huit cent cinq (217 351 224 805) FCFA** en Autorisation d'Engagement (AE) et **deux cent neuf milliards quatre cent soixante-dix-neuf millions trois cent soixante-trois mille deux cent deux (209 479 363 202) FCFA** en Crédits de Paiement (CP).

Par catégorie de dépenses, ils se répartissent comme suit (en FCFA) :

- *Personnel : 123 666 535 038 ;*
- *Acquisitions de biens et services : 39 857 815 719 ;*
- *Transferts courants : 13 934 386 445 ;*
- *Investissements exécutés par l'Etat : 31 840 626 000.*

Par rapport à la Loi de Finances initiale au titre de la gestion 2026, qui s'élevait à 220 005 608 585 FCFA, ce budget enregistre une baisse significative de **dix milliards cinq cent vingt-six millions deux cent quarante-cinq mille trois cent quatre-vingt-trois (10 526 245 383) FCFA** en valeur absolue, soit **4,78 %** en valeur relative, dans un contexte marqué par des impératifs de soutenabilité budgétaire.

Malgré cette diminution, le Département bénéficie néanmoins de crédits d'investissement destinés à la réalisation des projets, déjà maturés, inscrits dans l'Agenda national de transformation Sénégal 2050, notamment :

- le projet de construction d'infrastructures intelligentes de la Brigade nationale des Sapeurs-pompiers ;
- le projet de modernisation de la Police nationale ;
- le projet de construction, réhabilitation et équipement des gouvernances, préfectures et sous-préfectures.

Pour le programme Pilotage, Coordination et Gestion administrative,

Les crédits alloués s'élèvent à **trois milliards huit cent soixante-un millions six cent quatre-vingt-dix-huit mille quatre cent dix-huit (3 861 698 418 FCFA)**.

Par rapport à l'année 2026, où ils étaient de 6 616 416 826 FCFA, ils accusent une baisse de **deux milliards sept cent cinquante-quatre millions sept cent dix-huit mille quatre cent huit (2 754 718 408) FCFA** en valeur absolue, soit **41,63 %**.

Ils se répartissent ainsi (en FCFA) :

- *Personnel : 1 348 270 609 ;*
- *Acquisition de biens et services : 1 852 151 931 ;*
- *Investissements exécutés par l'Etat : 661 275 878*.

S'agissant du programme Sécurité publique,

Un montant de **cent trente-un milliards quatre cent soixante-treize millions huit cent trente-huit mille huit cent quatre-vingt-dix-huit (131 473 838 898) FCFA** a été alloué pour l'exercice 2027 contre 150 869 415 279 FCFA en 2026, soit une diminution en valeur absolue de **dix-neuf milliards trois**

cent quatre-vingt-quinze millions cinq cent soixante-seize mille trois cent quatre-vingt-un (19 395 576 381) FCFA et **12,86%** en valeur relative.

La répartition des crédits en nature économique est ainsi faite (en FCFA) :

- *Personnel : 77 884 246 231 ;*
- *Acquisition de biens et services : 16 668 640 909 ;*
- *Transferts courants : 13 696 144 800 ;*
- *Investissements exécutés par l'Etat : 23 224 806 958*.

Concernant le programme Sécurité civile,

Les crédits alloués au titre de la LFI 2027 se chiffrent à **quarante-quatre milliards cinq cent soixante-dix-huit millions sept cent-trente-un mille deux cent quarante-quatre (44 578 731 244) FCFA**, contre 43 122 714 919 FCFA en 2026, soit une hausse significative d'**un milliard quatre cent cinquante-six millions seize mille trois cent vingt-cinq (1 456 016 325) FCFA** en valeur absolue et **3,38%** en valeur relative.

Ils se répartissent comme suit (en FCFA) :

- *Personnel : 35 865 028 144 ;*
- *Acquisition de biens et services : 5 315 961 975 ;*
- *Transferts courants : 238 241 645 ;*
- *Investissements exécutés par l'Etat : 3 159 499 480*.

Au titre du programme Administration territoriale,

Les crédits alloués pour l'exercice 2027 ont connu une progression considérable de **cinq milliards cent trois millions cinq cent quatorze mille**

neuf cent quatre-vingt-treize (5 103 514 993) FCFA en valeur absolue et **33,34%** en valeur relative.

En effet, de 15 308 852 561 FCFA en 2026, les crédits passent à **vingt milliards quatre cent douze millions trois cent soixante-sept mille cinq cent cinquante-quatre (20 412 367 554) FCFA**.

Ils sont répartis ainsi qu'il suit (en FCFA) :

- *Personnel : 8 260 516 054 ;*
- *Acquisition de biens et services : 10 202 669 419 ;*
- *Investissements exécutés par l'Etat : 1 949 182 081*.

Relativement au programme Gouvernance électorale,

Les crédits s'élèvent à **huit milliards sept cent soixante-douze millions sept cent vingt-sept mille quatre-vingt-huit (8 772 727 088) FCFA** contre 3 708 209 000 FCFA en 2026, soit une évolution de **cinq milliards soixante-quatre millions cinq cent dix-huit mille quatre-vingt-huit (5 064 518 088) FCFA** en valeur absolue, soit **136,58%** en valeur relative.

La répartition de ces crédits se présente ainsi (FCFA) :

- *Personnel : 308 474 000 ;*
- *Acquisition de biens et services : 5 692 391 485 ;*
- *Investissements exécutés par l'Etat : 2 771 861 603*.

Pour le programme Fonds de lutte contre les incendies,

Les crédits pour l'année 2027, destinés à répondre à la fréquence croissante et à la gravité des incendies, en particulier dans les marchés, mettant en évidence

la nécessité d'adapter les moyens opérationnels, s'élèvent à **deux cent millions (200 000 000) FCFA** et sont répartis comme suit (FCFA) :

- *Acquisition de biens et services : 126 000 000 ;*
- *Investissements exécutés par l'Etat : 74 000 000*.

Enfin, le **programme Compte commerce police** dont le montant alloué s'élève, en 2027, à **cent quatre-vingt millions (180 000 000) FCFA** permet aux Forces de Défense et de Sécurité, en dehors de leurs missions traditionnelles, d'offrir des services spécifiques, contre rémunération, à des organismes ou des particuliers, même si ces prestations dépassent leur champ d'action habituel.

Ils sont répartis ainsi qu'il suit (FCFA) :

- *Acquisition de biens et services : 150 000 000 ;*
- *Investissements exécutés par l'Etat : 30 000 000*.

Honorables Députés,

Ce projet de budget ne se réduit pas à un ensemble de chiffres et d'équilibres financiers. Il traduit une vision pour notre pays, en ciblant notamment le renforcement de la sécurité publique et de la sécurité civile, piliers de la tranquillité et de la confiance des citoyens.

En vous remerciant de votre aimable attention, je reste à votre entière disposition.